

américains surveillent et patrouillent les plages par précaution.

* * *

LA ROUMANIE

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Je suis certain que tous les députés partagent la même inquiétude au sujet des événements qui se sont déroulés en Roumanie hier. Je me demande si le très honorable secrétaire d'État est prêt à dire à la Chambre quel message a été communiqué à l'ambassadeur de Roumanie hier et quel message pourrait être communiqué au gouvernement roumain aujourd'hui, compte tenu des renseignements additionnels que nous avons, et quelles mesures notre gouvernement compte prendre à long terme relativement à la situation qui se détériore en Roumanie.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, tous les députés sont très inquiets des nouvelles qui nous parviennent de Roumanie, que ce soit au sujet du révérend Laszlo Tokes ou de la répression évidente exercée par les autorités roumaines sur les habitants de ce pays. J'ai publié une déclaration aujourd'hui pour condamner ces mesures prises par les autorités roumaines.

Évidemment, l'un des principaux problèmes, c'est qu'il est difficile pour nous d'obtenir des renseignements de ce pays fermé, qui se referme même encore davantage. Par exemple, lorsque nous avons envoyé des diplomates canadiens pour exprimer notre approbation, les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères en Roumanie ont refusé de les recevoir.

C'est là une violation des pratiques diplomatiques qui est totalement inacceptable, tout comme la répression exercée par le gouvernement roumain sur les habitants de ce pays est inacceptable. Je crois que cela nous pousse à nous demander comment nous pouvons entretenir des relations constructives avec un pays qui fait preuve d'un tel manque de respect envers les pratiques diplomatiques et les droits de ses propres habitants.

M. Blaikie: Monsieur le Président, je suis certain que, lorsque le ministre a dit «exprimer notre approbation», il voulait dire «désapprobation».

Quelle est la situation à l'ambassade du Canada en Roumanie et quelle est la situation des Canadiens qui sont là-bas? Avons-nous le personnel suffisant? Qu'est-ce que le gouvernement compte faire au cours des pro-

Questions orales

chains jours pour voir à ce que nous obtenions le genre de renseignements dont nous avons besoin et à ce que le gouvernement puisse prendre les mesures qu'il doit prendre dans un tel cas?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir corrigé mon erreur.

Je crois que nous avons le personnel suffisant en Roumanie, mais nous continuons d'évaluer constamment la situation. J'ai demandé un rapport sur la sécurité des Canadiens qui sont là-bas.

• (1500)

Je n'ai pas encore reçu ce rapport. Nous cherchons à obtenir des renseignements sur la nature et la portée de la répression dans ce pays, non seulement des autorités et de nos propres représentants en Roumanie, mais aussi de ceux de pays voisins et d'autres organisations qui pourraient être capables de percer le voile de répression qui semble être devenu encore plus opaque dans ce pays. Naturellement, à mesure que les événements progressent, je tiendrai la Chambre au courant de ce qui se passe, si nous ne sommes pas en période d'ajournement. Autrement, je communiquerai avec les porte-parole des autres partis en matière de politique extérieure.

* * *

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, afin d'appliquer sa taxe sur les produits et services, le gouvernement a annoncé la semaine dernière une série de compressions touchant la fonction publique, les musées nationaux, les bibliothèques, la recherche-développement et le secteur du tourisme dans la région de la capitale nationale. Le premier ministre est allé trop loin lorsqu'il a dit de la capitale du Canada qu'elle vivait grassement. Le premier ministre devrait se rendre avec moi dans les banques d'alimentation d'Ottawa et venir rencontrer les sans-abri et les pauvres de la ville.

Le premier ministre va-t-il intervenir et présenter des excuses?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je n'entends pas présenter des excuses, mais je tiens à mettre les choses au point au sujet de ce que mon collègue vient juste de dire.

Le 9 décembre 1989, un journaliste m'a posé la question suivante: «Êtes-vous d'accord avec la thèse selon laquelle il est beaucoup plus facile de faire accepter les choses aux Canadiens, s'ils constatent qu'on se serre quelque peu la ceinture à Ottawa, où on vit grassement?» L'expression vient donc d'un journaliste et non de moi.